

Emmanuel Macron plonge la Sécu dans le rouge

 alternatives-economiques.fr/emmanuel-macron-plonge-secu-rouge/00090557

Vincent Grimault, *Alternatives économiques*, 1 octobre 2019



Ce devait être un retour durable dans le vert. Après dix-sept années de déficit, la Sécurité sociale devait retrouver l'équilibre financier cette année, et même dégager un excédent de 400 millions d'euros. Comment ? Côté recettes, le retour de la croissance a gonflé les salaires, qui constituent l'essentiel de la base fiscale de la Sécu. Les dépenses, elles, ont été freinées suite aux réformes des différentes branches. Maladie, accidents du travail, famille, vieillesse... aucune n'a été épargnée depuis les années 2000.

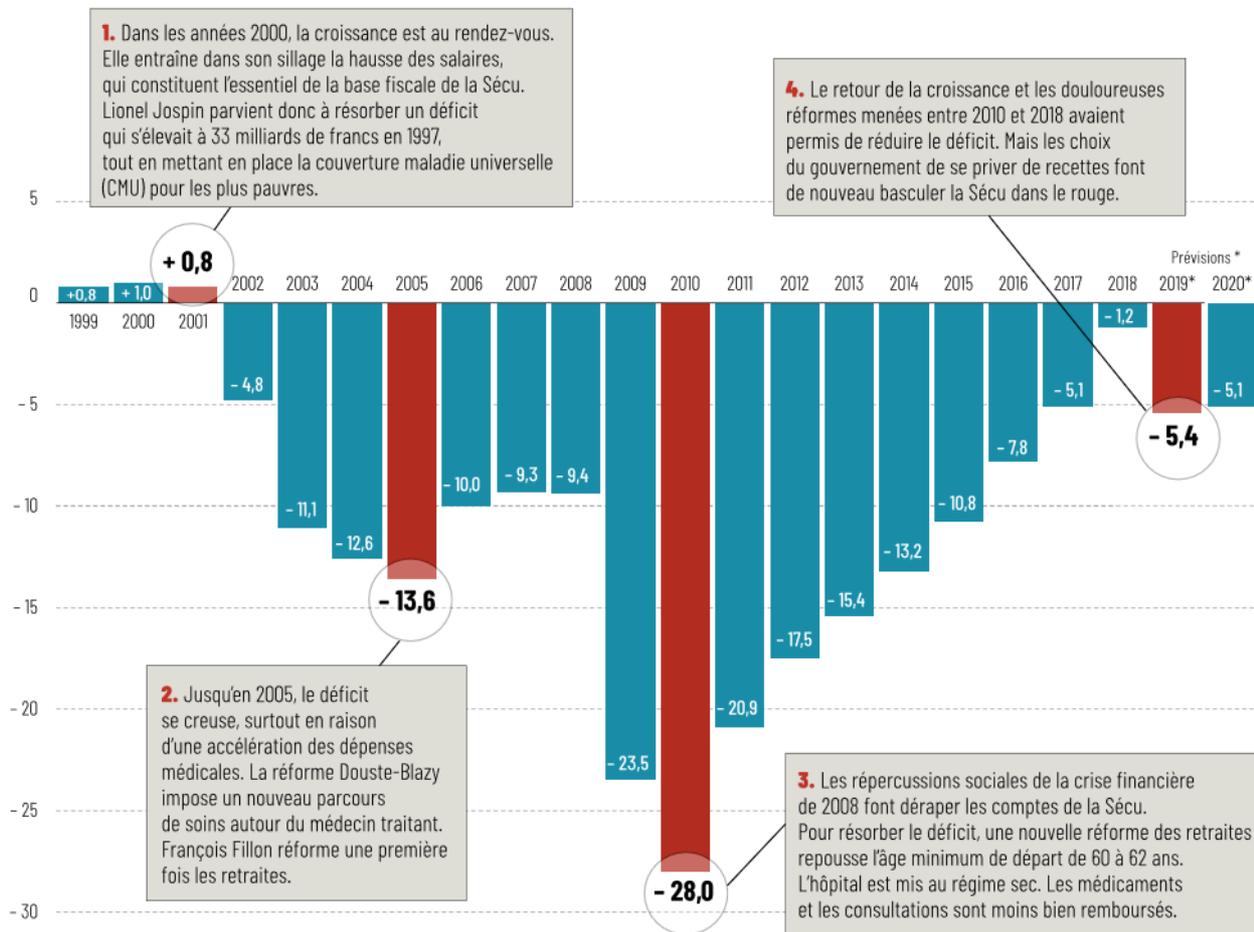
Médicaments moins remboursés, nouveau parcours de soins, hôpital public au régime sec, allocations familiales gelées, et surtout réformes des retraites ont progressivement permis de remettre la Sécu dans le vert. Les comptes devaient même être nettement excédentaires à partir de 2020. Certes, cela s'était fait au prix de reculs douloureux. Mais le système social français, régulièrement attaqué par les libéraux, pouvait se targuer d'être viable et équilibré.

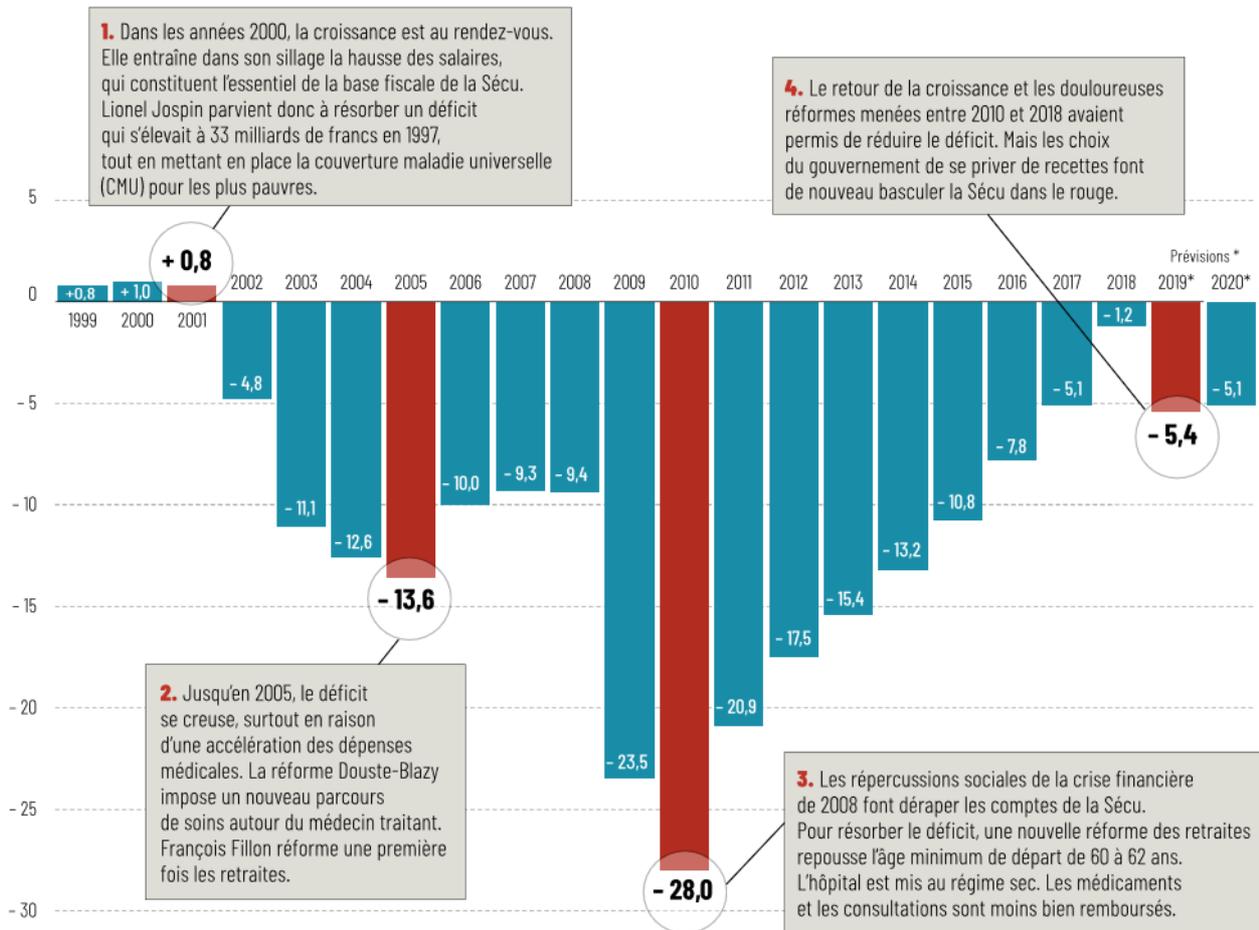
Emmanuel Macron a choisi de supprimer plusieurs cotisations salariales et impôts pour répondre à la colère des gilets jaunes

Las, Emmanuel Macron a choisi de supprimer plusieurs cotisations salariales et impôts pour répondre à la colère des gilets jaunes. Ainsi, le gouvernement a, entre autres, annulé les cotisations sur les heures supplémentaires (- 1,3 milliard d'euros) et est revenu sur la hausse de la CSG pour une partie des retraités (- 1,5 milliard d'euros). De quoi plomber les recettes de la Sécu de 3,1 milliards d'euros. Auparavant, un compromis historique existait : l'Etat compensait à l'euro près les manques à gagner qu'il faisait subir à la Sécu. Mais depuis l'année dernière, ce n'est plus le cas. Du coup, non seulement la

Sécu ne sera pas excédentaire cette année, mais selon le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), elle devrait accuser un déficit de 5,4 milliards d'euros, et de 5,1 milliards en 2020.

Le déficit de la Sécu se creuse à nouveau Solde total du régime général de la Sécurité sociale et du fonds de solidarité vieillesse (FSV), en milliards d'euros





« Starve the beast »

Cette politique suscite des interrogations, car il est fort probable que dans quelques mois, l'exécutif voudra mettre en place de nouvelles mesures d'économies pour équilibrer des caisses qui sont désormais dans le rouge. Pour certains économistes hétérodoxes, il s'agit là d'une politique surnommée « *starve the beast* » (affamer la bête en français). Cette stratégie, mise en place par Ronald Reagan aux Etats-Unis au début des années 1980, consiste à baisser volontairement les recettes des caisses publiques, avant de dénoncer le déficit, et de réduire les dépenses en conséquence. De quoi réduire la sphère sociale et la sphère publique, et laisser plus de place au privé.

Il est fort probable que l'exécutif voudra mettre en place de nouvelles mesures d'économies pour équilibrer des caisses qui sont désormais dans le rouge

Sur le même sujet

Le gouvernement estime pour sa part que ces réformes visent simplement à améliorer le pouvoir d'achat. Incontestablement, ces cotisations supprimées constituent du pouvoir d'achat supplémentaire à court terme. Mais ce sont aussi des prestations sociales inférieures à court-moyen terme (maladie, accident du travail, enfants), et des retraites plus faibles à long terme. Pour donner plus de pouvoir d'achat aux gilets jaunes (et aux autres), il était également possible d'augmenter le salaire minimum, ou de rendre les

impôts plus progressifs. Non seulement Emmanuel Macron n'a pas choisi la première option, mais il a fait l'opposé sur la seconde. Des choix politiques cohérents, et très clairs, en faveur de plus de libéralisme.